
Le XVII^e congrès du Parti communiste chinois : éclairage sur le fonctionnement d'un système

Valérie Niquet

Décembre 2007



L'Ifri est en France le principal centre de recherche et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités, et publie régulièrement ses travaux.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares think tanks français à se positionner au cœur même du débat européen.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et économiques, chercheurs et experts à l'échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

Valérie Niquet est directeur du Centre asie ifri.

Ce programme bénéficie du soutien de :

PARTENAIRES FONDATEURS



ISBN: 978-2-86592-227-7

© Tous droits réservés, Ifri, 2007

IFRI
27 RUE DE LA PROCESSION
75740 PARIS CEDEX 15 - FRANCE
TÉL. : 33 (0)1 40 61 60 00 - FAX: 33 (0)1 40 61 60 60
Email: ifri@ifri.org

EUR-IFRI
22-28 AVENUE D'AUDERGHEM
1040 - BRUXELLES, BELGIQUE
TÉL. : 00 + (32) 2 238 51 10
Email: info.eurifri@ifri.org

SITE INTERNET : www.ifri.org

Sommaire

INTRODUCTION	2
LA COMPOSITION DES NOUVELLES INSTANCES DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS4
Un « rajeunissement » limité	5
Des origines provinciales équilibrées	5
Une formation et des expériences professionnelles plus diversifiées.....	6
LES GROUPES DE POUVOIR ET LES RÉSEAUX	10
UN CONSENSUS SUR LES OBJECTIFS.....	17
UN DIAGNOSTIC SÉVÈRE : LE RAPPORT DE HU JINTAO DEVANT LE XVII^e CONGRÈS.....	18
LE CONGRÈS, REFLET DE DÉBATS CRUCIAUX POUR L'AVENIR DE LA CHINE	22
DES DÉBATS REFLÉTANT UNE SITUATION SOCIALE DIFFICILE	24
LES NOUVELLES MISSIONS DÉFINIES PAR LE PARTI.....	28
LES MESURES ÉCONOMIQUES	31
LES ÉVOLUTIONS POLITIQUES	33
LE TRAVAIL IDÉOLOGIQUE.....	38
CONCLUSION.....	41

Introduction

Le XVII^e congrès du Parti communiste chinois (PCC), chargé de renouveler la direction du Parti et de préciser les grandes orientations à venir s'est réuni à Pékin à la mi-octobre 2007, cinq ans précisément après le XVI^e congrès de 2002. Cette régularité témoigne de la normalisation ou de l'institutionnalisation progressive du système politique chinois. Cependant, de par cette régularité même, le Congrès n'apparaît plus comme un point de rupture, inaugurant une stratégie radicalement nouvelle, caractéristique des grands congrès de la période précédente, de celui de Zunyi qui entérina le pouvoir de Mao sur le Parti en 1935 au XI^e congrès de 1977 qui rétablit le pouvoir de Deng Xiaoping et amorça la politique de réformes.

Au cours du Congrès, les 2 217 délégués représentant l'ensemble des 73,96 millions de membres du PCC et de ses organisations, ont élu les 204 membres pleins et les 167 membres suppléants du comité central. Celui-ci a ensuite désigné les 6 membres du secrétariat, chargés du fonctionnement des institutions et les 25 membres du Bureau politique parmi lesquels ont été choisis, au cœur du pouvoir, les 9 membres permanents, véritable direction collégiale de la Chine autour du secrétaire général.

C'est également à cette occasion qu'ont été officiellement désignés les 127 membres de la Commission centrale de discipline du PCC ainsi que les 11 membres de la Commission militaire centrale, autres organes essentiels des rouages du pouvoir¹.

Au-delà de ce processus d'élections/désignation, le Congrès offre également une photographie qui rend compte du consensus atteint à un moment précis sur le bilan, les nominations, le poids des différents courants, et les stratégies futures, à la suite des consultations et des tractations qui se sont poursuivies, notamment au cours de l'été dans la station balnéaire de Beidaihe, et jusque dans les jours et heures qui ont précédé le Congrès². Si l'on parle aujourd'hui de « démocratie au sein du Parti » (*dangnei minzhu*), la préservation du secret qui entoure ces tractations est destinée à renforcer l'image d'unité du Parti, considérée par ses dirigeants comme vitale pour la stabilité du système.

Valérie Niquet, professeur au Collège interarmées de défense (CID- École militaire) où elle assure le cours de géopolitique de la Chine, est directeur du Centre asie Ifri.

¹ *Xinhua.com*, 21-10-2007.

² *Financial Times*, 22-10-2007.

Dans sa forme, le Congrès demeure donc un exercice extrêmement codé, y compris dans le style des cérémonies organisées pour accueillir les délégués locaux de retour dans leur « circonscription » à l'issue du Congrès. Mais au-delà d'un style de travail qui demeure très opaque, le Congrès permet de définir les priorités en matière de développement, et tente de répondre à la question essentielle de la préservation de la légitimité du Parti dans une société en mouvement³.

L'élément principal en termes de visibilité est le discours fleuve du secrétaire général, qui tire officiellement le bilan des cinq années précédentes et ouvre les perspectives vers les choix essentiels d'orientation pour les cinq années à venir.

³ Voir notamment, Min Xinpei in *Financial Times*, 11-10-2007.

La composition des nouvelles instances du Parti communiste chinois

Au sommet de la hiérarchie du Parti, Hu Jintao, membre du PCC depuis 1964, dauphin désigné par Deng Xiaoping pour succéder à Jiang Zemin, à 49 ans, dès le XIV^e congrès en 1992, a été confirmé à son poste de secrétaire général et de président de la Commission militaire centrale. Ce double statut lui permet de conserver, avec celui de président de la République, la trinité des pouvoirs au sein de l'État-Parti.

En revanche, seuls quatre membres du Comité permanent du bureau politique (CPBP) sur neuf ont été renouvelés, 10 sur 25 au sein du Bureau politique (BP) et moins de 50 % des membres du Comité central du parti communiste (CCPCC). On est donc loin du bouleversement majeur parfois annoncé.

Au sein du CPBP, Hu Jintao, Wu Bangguo, président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Wen Jiabao, Premier ministre, Jia Qingling, président de la Commission consultative populaire du peuple chinois et Li Changchun, président du Bureau de la propagande, ont conservé leurs postes. Les nouvelles nominations concernent dans l'ordre de préséance Xi Jinping, également nommé à la tête du secrétariat du Comité central, maire de Shanghai depuis le mois de mars 2007, Li Keqiang, chef du Parti de Liaoning depuis 2004, He Guoqiang, président de la Commission de discipline et ancien président du Bureau de l'organisation du PCC et Zhou Yongkang, ministre de la Sécurité publique et commissaire politique de la Police armée populaire (PAP).

Les dix nouveaux membres du BP par ordre alphabétique sont : Bo Xilai, ministre du Commerce depuis 2004 et nommé secrétaire général du Parti de Chongqing à la suite du Congrès, Li Keqiang, Li Yuanchao, Liu Yandong – seule femme au sein du BP qui remplace Wu Yi, atteinte par la limite d'âge –, Wang Gang, Wang Qishan, le maire de Pékin, Wang Yang, Xi Jinping, le général Xu Caihou, vice-président de la Commission militaire centrale depuis 2004, et Zhang Gaoli.

La nouvelle Commission militaire centrale, est composée de Hu Jintao, maintenu à son poste de président, du général Xu Caihou – nouveau membre du BP, ancien commissaire politique de l'Armée populaire de Libération (APL) et futur ministre de la Défense – et du

général Guo Boxiong vice-présidents, ainsi que de Liang Guanglie, Chen Bingde – chef d'état-major des armées –, Li Jinai, Liao Xilong, Chang Wenquan, Jing Zhiyuan, Wu Shengli – chef d'état-major de la marine – et Xu Qiliang – nouveau chef d'état-major des forces aériennes de l'APL nommé dans les jours qui ont précédé le Congrès.

Un « rajeunissement » limité

Au sein de l'ensemble des instances dirigeantes, l'âge limite de départ à la retraite fixé de manière coutumière à 68 ans a été strictement respecté⁴. Ainsi, Zeng Qinghong et les deux autres membres du bureau permanent qui n'ont pas retrouvé leur poste avaient plus de 68 ans, et ont établi un précédent qui ne pourra que s'appliquer en 2012 à Hu Jintao lui-même qui aura alors 69 ans. En revanche, Jia Qingling, âgé de 67 ans et demi a été épargné en dépit des accusations de corruption qui l'ont éclaboussé. Toutefois, la moyenne d'âge de 62 ans du Comité permanent est restée stable et elle atteint 64,5 ans si l'on ne tient pas compte des deux « héritiers » âgés respectivement de 52 ans pour Li Keqiang et 54 ans pour Xi Jinping. Au sein du PCC lui-même, au mois de juin 2007, 52,9 % des membres avaient entre 36 et 59 ans, 23,7 % moins de 35 ans et 23,4 % plus de 60 ans. Au sein du nouveau Comité central, 75 nouveaux membres ont moins de 50 ans, dont 2 moins de 45 ans⁵.

Des origines provinciales équilibrées

L'origine provinciale des membres du BP et du Comité permanent n'est pas toujours significative dans la mesure où, à ce niveau d'autorité, la carrière est fondée sur un degré relativement élevé de mobilité et d'expériences accumulées. Par ailleurs, selon une tradition qui remonte au système administratif de la Chine impériale, l'origine provinciale familiale ne coïncide généralement pas avec la carrière professionnelle, dans une volonté – pas toujours couronnée de succès – d'éviter la constitution de fiefs locaux autour de clans familiaux trop puissants qui se conjuguaient aux réseaux d'influence liés au Parti.

⁴ Officiellement l'âge du départ à la retraite a été fixé à 70 ans pour l'ensemble des instances dirigeantes en dehors de la commission militaire centrale. De fait, l'âge a été abaissé à 68 ans.

⁵ Pour l'ensemble de ces chiffres voir *Renminwan*, (*people.net*), 08-10-2007 et 21-10-2007.

D'une manière presque caricaturale, les deux « héritiers » potentiels représentent, dans une apparente volonté de compromis, deux tendances lourdes qui sont le poids des grandes provinces côtières, qui continuent de porter la croissance économique de la Chine, symboles de la Chine dynamique, développée, moderne et tournée vers l'extérieur, urbaine dans tous les sens du terme, autour de Xi Jinping, maire de Shanghai depuis 2007 mais responsable de la riche province du Zhejiang pendant plus de 17 ans ; et la « vieille Chine » du Nord-Ouest, longtemps modèle du développement socialiste fondé sur l'industrie lourde, fief des grandes entreprises d'État, dont la situation s'est considérablement dégradée, selon un modèle très proche de ce qui s'est passé dans les pays du bloc soviétique, avec Li Keqiang, chef du Parti du Liaoning et responsable d'un programme de relogement des ouvriers laissés pour compte des grandes entreprises d'État.

Au sein du bureau politique, le poids des provinces côtières et des grandes municipalités qui tirent la croissance et qui sont également celles qui signent une grande carrière politique, avec le Fujian, le Jiangsu, le Guangdong, Shanghai, Pékin, Tianjin – ville du Premier ministre dont la zone de Binhai (au bord de la mer) a été érigée en symbole du nouveau modèle de développement équilibré –, ou Chongqing, est réel. Les analystes chinois notent que le Fujian est devenu, après Shanghai, un nouveau berceau politique des hauts dirigeants chinois. Trois anciens (Jia Qinglin) ou nouveaux (Xi Jinping et Zhou Yongkang) membres permanents du Bureau politique ont accompli une partie de leur carrière au Fujian, et deux autres membres du BP ont soit travaillé dans cette province (Wang Zhaoguo), soit y sont nés (Zhang Dejiang).

Mais les provinces plus pauvres de l'intérieur ou du Nord-Ouest longtemps défavorisé, avec notamment le Henan et le Liaoning sont également représentées. Il s'agit en effet de prendre en compte, au travers de cette représentation provinciale diversifiée, l'ensemble des intérêts et des défis auxquels est confrontée la Chine d'aujourd'hui. Mais la composition des instances les plus élevées du PCC reflète essentiellement une coordination des rapports de forces entre les groupes d'intérêts. De plus, au niveau du BP, le nombre des dirigeants provinciaux a été réduit, ce qui pourrait traduire une volonté de contrôle renforcé du centre sur la périphérie⁶.

Une formation et des expériences professionnelles plus diversifiées

On constate en observant la carrière des nouveaux membres du BP une évolution dans les formations et le parcours professionnel suivi,

⁶ Pékin, entretiens avec l'auteur, octobre 2007.

avec le passage significatif des « ingénieurs » aux économistes ou aux spécialistes des sciences sociales. Si l'on prend l'ensemble des membres du Comité central, 75 % des membres issus du XVI^e congrès avaient une formation « d'ingénieurs », alors que ne sont dans ce cas que 50 % des membres issus du XVII^e congrès⁷. Toutefois, c'est le signal donné par le basculement du politiquement correct d'un type de formation à un autre qui est le plus significatif. Ainsi, l'héritier potentiel, Xi Jinping, est entré en 1975 au Département d'ingénierie chimique de l'Université Qinghua, mais l'agence officielle Xinhua le présente aujourd'hui comme diplômé de la Faculté de sciences sociales, sans insister sur sa discipline principale « théorie marxiste et formation idéologique »⁸. À l'époque de la révolution culturelle, les diplômés d'ingénieur, particulièrement en hydroélectricité, l'emportaient, alors que la Chine se lançait dans un immense projet de contrôle des esprits et du territoire au travers de la construction de centaines de barrages. Avec la mise en œuvre des réformes de Deng Xiaoping on a assisté à la revanche des « experts » chargés d'accompagner la modernisation et l'internationalisation de l'économie. Symboles de ces deux types de formation, Hu Jintao est ingénieur, diplômé de l'Université Qinghua en hydroélectricité, alors que Li Keqiang, son dauphin désigné, est docteur en économie de l'Université de Pékin⁹.

Les commentaires insistent sur « l'expertise » et le haut niveau de qualification des nouveaux responsables, capables de répondre aux défis de la globalisation. Une analyse publiée par l'agence Xinhua au lendemain du Congrès souligne « l'arrivée de nouveaux visages plus jeunes, issus de la base et du peuple et qui sont experts dans les domaines du management, de l'économie et des sciences sociales¹⁰ ». Dans l'univers très codé du système politique chinois, la publication, à l'approche du Congrès, de nouvelles études dénonçant les graves conséquences écologiques et humaines de la construction du barrage des Trois gorges est un autre signe de ce changement d'orientation.

Toutefois, le niveau réel de formation demeure très éloigné des critères internationaux. Ainsi, Zhang Dejiang, nouveau membre du BP est présenté comme diplômé d'économie, mais son diplôme a été obtenu à l'Université Kim Il Sung de Pyong Yang. L'essentiel des

⁷ Richard Mc Gregor in *Financial Times*, 22-10-2007.

⁸ D'après *China Facts*, 26-10-2007.

⁹ Hu Jintao apparaît d'ailleurs comme un produit de la révolution culturelle puisqu'il est entré au parti en 1964, alors que le climat idéologique commençait à être très tendu, avant de devenir professeur de marxisme à l'université Qinghua, poste particulièrement exposé au niveau idéologique, puis d'être nommé secrétaire de la Ligue de la Jeunesse du Parti de Pékin en 1982. Pendant la révolution culturelle, Hu Jintao ne sera envoyé qu'un an à la production, en 1968, pour contribuer à la construction d'un barrage, parcours normal pour les ingénieurs. Il deviendra en 1993 président de l'École centrale du Parti dont le vice-président Zheng Bijian, est l'auteur du concept d'émergence pacifique.

¹⁰ *Xinhua.com*, 22-10-2007.

diplômes en sciences sociales des nouveaux dirigeants valident des formations complémentaires visant à accompagner une carrière politique déjà établie ou en voie d'établissement.

Parmi les membres nouvellement promus, Li Yuanchao est docteur en droit et en économie de l'Université de Pékin. Xi Jinping est diplômé en théorie marxiste et en sciences de l'éducation, Wang Gang, diplômé de philosophie, ce qui en Chine a longtemps désigné l'étude de la théorie marxiste léniniste, Wang Qishan est également diplômé en économie, Liu Yandong en sciences politiques, et Bo Xilai, diplômé en histoire et en journalisme. Wang Yang et Xu Caihou sont ingénieurs.

En ce qui concerne le parcours professionnel, au niveau du Parti dans son ensemble on assiste également à une plus grande diversification. Les membres établis en indépendants ont augmenté de 113,4 % par rapport à 2002 et 3,18 millions de membres travaillent comme salariés pour une entreprise privée. On trouve sans doute là le résultat de la mise en œuvre de la théorie des « trois représentativités » (*sange daibiao*) de Jiang Zemin, qui visait à intégrer au sein du Parti les nouvelles couches les plus dynamiques de la société. De même, selon les statistiques officielles concernant les effectifs du Parti, 134 000 représentants des « nouvelles classes » d'entrepreneurs, de techniciens et de managers des entreprises privées sont aujourd'hui en période probatoire, avant l'acceptation définitive de leur candidature par le Parti.

Au-delà de ces « nouvelles classes », le Parti compte en 2007, 10,8 % d'ouvriers, 31 % de paysans, 29 % de « cadres et techniciens », 2,2 % de militaires – qui en revanche sont surreprésentés au Comité central avec 18 % de membres – 2,6 % d'étudiants, 18,8 % de retraités, reflet du vieillissement de la population et des représentants de « l'aristocratie ouvrière », particulièrement dans les villes, et 5 % qualifiés « d'autres », acteurs, sportifs ou autres « personnalités remarquables ». Au sein du Comité central 49,3 % sont « issus de la base » (ouvriers, paysans, soldats et cadres) dont 12,1 % de « travailleurs modèles ».

Plus que leur formation initiale, certains parcours professionnels offrent aux nouveaux responsables une véritable expertise dans des domaines essentiels pour la poursuite du développement de la Chine et son intégration au système mondial. C'est le cas par exemple de Wang Qishan, nommé au BP, maire de Pékin, mais qui a également été l'un des dirigeants de la banque de construction de Chine, responsable à ce titre de la mise en œuvre de *joint ventures* avec Morgan Stanley et Goldman Sachs, puis vice-gouverneur de la Banque centrale de Chine¹¹.

Au Comité central, l'ensemble des représentants des grands groupes d'intérêts des secteurs de la « nouvelle économie », grandes

¹¹ *Dow Jones Newswires*, 22-10-2007.

banques et institutions financières, grands groupes énergétiques, producteurs de matières premières, grandes entreprises notamment dans le domaine des transports ou des télécommunications, sont présents de droit, au même titre que les dirigeants provinciaux et la haute hiérarchie militaire, et feront entendre leur voix sur des sujets aussi difficiles que les questions financières, la question du prix de l'énergie et des matières premières et le degré d'ouverture sur l'extérieur dans certaines industries¹². On voit donc émerger des pratiques de lobbying, reflet de l'éclatement des intérêts mentionné par Hu Jintao dans son rapport au XVII^e congrès. Certains ont ainsi vu dans la nomination de Zhou Yongkang au Comité permanent du BP, la prise en compte des intérêts pétroliers en raison de sa longue carrière de ministre du Pétrole à partir de 1986 puis de président de la China National Petroleum Company (CNPC) à partir de 1996.

Enfin, en ce qui concerne l'armée, autre secteur essentiel dans l'équation du pouvoir en Chine, on note la persistance d'une disproportion de représentation au niveau du comité central et des instances dirigeantes par rapport à celle des militaires au sein du Parti dans son ensemble. En effet, si les militaires ne représentent que 2,2 % du total des membres du PCC, ils étaient 13,3 % du total des délégués au XVII^e congrès, pourcentage inférieur à celui des années précédentes mais encore très significatif, et plus de 18 % au sein du Comité central nouvellement désigné. En revanche, le secrétariat du Comité central ne comporte plus de militaires.

¹² On peut citer par exemple Zhou Xiaochun, directeur de la Banque centrale de Chine, Shang Fulin, directeur de la China Securities Regulatory Commission, Liu Mingkang, directeur de la China Banking Regulatory Commission, Li Rongrong, directeur de la State Owned Assets Supervision and Administration Commission, ou Yang Yuanyuan, ministre de l'Aviation civile.

Les groupes de pouvoir et les réseaux

Contrairement à ce qu'ont pu laisser entendre certaines analyses, la configuration des réseaux d'influence paraît aujourd'hui très mouvante, en fonction des intérêts personnels, de l'évolution des carrières professionnelles et des jeux d'allégeance. Le BP désigné en 2002 à l'issue du XVI^e congrès était considéré comme essentiellement favorable au précédent secrétaire général, Jiang Zemin. Bien que laissant sa place de Premier secrétaire à Hu Jintao, Jiang Zemin, par l'intermédiaire entre autres de Zeng Qinghong, continuait d'exercer au moins un droit de regard sur les orientations du Parti et, plus essentiel, le choix des personnes, dont le poids est considérable dans un système qui fonctionne pour une large part sur l'équilibre plus ou moins stable entre les réseaux de relations. Si son poids est aujourd'hui réduit – on note que ses partisans font partie des moins bien élus au nouveau comité central –, son influence indirecte n'a sans doute pas totalement disparu. Certains voient dans le maintien au pouvoir de Jia Qingling un signe de cette influence¹³.

En dépit de rumeurs persistantes, à l'issue du XVII^e congrès, Hu Jintao n'a pu modifier radicalement ces équilibres à son profit. L'héritier choisi par Hu Jintao, Li Keqiang, dont le profil correspondait exactement à la nouvelle image de pureté idéologique, d'expertise et d'attention aux questions sociales que le Parti est censé projeter désormais, n'est placé qu'au sixième rang, derrière Xi Jinping, dont le nom selon des sources internes n'aurait été avancé que relativement tard au cours des transactions qui ont précédé le Congrès, poussé par Zeng Qinghong comme prix de son retrait¹⁴.

Ce premier héritier est en effet beaucoup plus proche des réseaux de Zeng Qinghong, de Jiang Zemin et surtout d'un modèle de croissance appuyé sur la puissance économique des zones côtières que la politique de développement scientifique mise en avant par Hu Jintao est censée rééquilibrer. Si l'on suit les règles non écrites de succession, Xi Jinping, numéro cinq du CPBP et à la tête par ailleurs du très puissant secrétariat du comité central devrait

¹³ Entretien avec l'auteur, Pékin, octobre 2007.

¹⁴ Il s'agit en fait du modèle suivi par Deng Xiaoping lors du XIV^e congrès en 1992. Si Jiang Zemin a été désigné à cette occasion comme successeur, il a été flanqué de Hu Jintao, fidèle de Deng Xiaoping, comme héritier de la seconde génération prédésigné.

occuper en 2012 le poste de Hu Jintao. Li Keqiang, numéro six, pourrait succéder au Premier ministre Wen Jiabao dont la mission, depuis le XVI^e congrès, semble être d'exprimer la compassion et l'intérêt du Parti pour les difficultés du peuple¹⁵.

Même si en réalité les différences entre les deux hommes sont sans doute bien moins prononcées qu'il n'y paraît, et s'il n'y a pas opposition frontale entre deux lignes, les différences de parcours sont significatives et représentent bien deux légitimités sans doute complémentaires¹⁶. Xi Jinping est le prototype des « héritiers » ou « princes héritiers » (*Taizi dang*) comme ils sont désignés en chinois, représentant d'une faction « élitiste » qui a pu cumuler les privilèges de naissance, d'éducation et de fonction. Son père, Xi Zhongxun était un vétéran révolutionnaire, mais il a aussi occupé des positions importantes, aux côtés de Deng Xiaoping, au moment du lancement de la politique de réforme à la fin des années 1970. Il est notamment l'un des « pères » de la théorie des zones économiques spéciales sur lesquelles le développement fulgurant de la Chine s'est initialement appuyé. Xi Jinping a été nommé au poste de secrétaire du Parti de Shanghai au printemps 2007 afin de reprendre le contrôle de la ville à la suite d'un scandale de corruption impliquant la précédente direction¹⁷. Mais il a également fait une très longue partie de sa carrière au Fujian, province côtière qui vit des investissements taiwanais massifs qui s'y sont développés. Il a également exercé des responsabilités au Zhejiang autre province en pleine croissance autour de la conurbation Shanghai, Hangzhou, et Suzhou, où les investissements extérieurs taiwanais sont également prédominants. Xi Jinping est bien, quel que soit son « style de travail » personnel, le représentant symbolique de cette Chine des côtes, de l'ouverture et des affaires. Le choix de Xi Jinping, ne peut donc que relativiser le discours sur la réduction des inégalités. Selon une étude publiée en Chine même et portant sur 3 220 « riches », dont la fortune est supérieure à 10 millions d'euros, la très grande majorité d'entre eux est issue des élites du Parti, 90 % ont fait fortune dans les secteurs où la collusion entre intérêts économiques et système politique est la plus importante tels que la finance, le commerce extérieur, l'immobilier, la construction et les sociétés d'investissement (*securities*). Ils sont par ailleurs tous originaires des huit provinces côtières et grandes municipalités, Guangdong, Zhejiang, Shanghai, Pékin, Jiangsu, Shandong, Fujian et Liaoning¹⁸. Pour équilibrer cette dimension « affairistes » on rappelle que Xi Jinping est également marié à l'une des vedettes de la chanson populaire révolutionnaire de

¹⁵ Déjà, en 1989, Wen Jiabao avait accompagné Zhao Ziyang, plus tard limogé, sur la place Tiananmen.

¹⁶ Cheng Li, « One party, Two coalitions », *China Brief*, 06-12-2005.

¹⁷ Il s'agissait en réalité pour Hu Jintao de tenter de mettre au pas une « faction de Shanghai » (*Shanghai bang*) et plus généralement les représentants des grands fiefs provinciaux peu soucieux de mettre en œuvre les directives de contrôle de la surchauffe édictées par le Centre.

¹⁸ Cheng Li, *op. cit.* [16].

Chine, dont les appels récents à la moralisation des thématiques de la variété moderne ont été notés. Enfin, en termes de communication extérieure, l'apparence plus cosmopolite de Xi Jinping permet d'amorcer un nouveau discours mettant en avant dans la presse de Hong-Kong le style plus moderne, quasi « kennedyien », de l'héritier potentiel.

Li Keqiang lui est proche de Hu Jintao depuis le début des années 1980, il n'est, comme Hu, l'héritier de personne et doit sa promotion à la ligue de la jeunesse du Parti. Sa carrière s'est déroulée dans les provinces plus pauvres, enclavées, de l'intérieur comme le Henan ou dans les zones du Nord-Est chinois, l'ancienne Mandchourie, laissées pour compte de l'industrie lourde, fiefs des grandes entreprises d'État alors sur le déclin touchées par un taux de chômage et des problèmes sociaux considérables et une destruction des liens politiques traditionnels avec le nouveau parti des réformes. Li Keqiang est donc perçu, avec Hu Jintao, comme le représentant de la faction de la Ligue de la Jeunesse du Parti (*tuan pai*), à la tête d'un courant plus populiste et qui a fait carrière dans les organisations du Parti ou les secteurs liés à la propagande¹⁹. Au Liaoning, Li Keqiang est crédité d'avoir mené à bien un programme de logements abordables pour les ouvriers sans travail (*xia gang*)²⁰. Mais il faut également noter qu'il succédait dans la province à Bo Xilai, ministre du Commerce, symbole de l'ouverture sur l'extérieur, lui-même responsable d'une amorce de renouveau industriel du Nord-Ouest, notamment grâce aux capitaux japonais, à partir de la fin des années 1980.

Li Keqiang, n'est donc pas le symbole d'un retour aux thèses maoïstes du repli sur soi, celles parfois défendues par ceux que l'on a appelés la nouvelle gauche, mais plutôt le symbole d'un meilleur équilibre entre croissance et besoins sociaux. C'est dans ce sens qu'il apparaît comme l'héritier de Hu Jintao, présenté comme le mieux à même de mettre en œuvre avec professionnalisme le programme d'assainissement et de renouveau du Parti.

Au sein du CPBP, au lendemain du Congrès, les courants semblent donc se répartir de la façon suivante : Hu Jintao peut sans doute compter sur Wen Jiabao et sur Wu Bangguo, mais ces deux personnalités relativement neutres, ne pèsent pas d'un poids majeur, et sur Li Keqiang, seul représentant à ce niveau de ce « clan de l'école du Parti » sur lequel Hu Jintao est censé prendre appui.

En revanche la faction plus proche de Zeng Qinghong, et au-delà de Jiang Zemin et du « groupe de Shanghai », rassemble sans doute Jia Qingling, dont la survie – en dépit du scandale de corruption auquel son nom a été attaché – a surpris, alors que la lutte contre la corruption est présentée par Hu Jintao comme une priorité absolue

¹⁹ Voir Cheng Li, *op. cit.* [16].

²⁰ Élément essentiel dans un système gangrené par la corruption et les détournements de fonds.

pour le Parti. Son maintien peut donc être interprété comme un échec pour Hu Jintao, même si en effet son âge, 67 ans et demi, le place – de peu – sous la barre des 68 ans réglementaires. Xi Jinping, même s’il dispose d’une surface de pouvoir personnel, en raison de son statut d’héritier et de son propre réseau de relations, serait également proche de Zeng Qinghong et il a fait sa carrière autour de Shanghai, base de pouvoir – et de repli – de Jiang Zemin.

Plus essentiels peut-être, parmi les nouveaux arrivants, deux postes clés sont contrôlés par des proches de Zeng Qinghong et Jiang Zemin. Il s’agit de He Guoqiang, à la tête de la Commission de contrôle de la discipline du Parti qui aura la main haute sur les affaires de corruption, et de Zhou Yongkang, qui lui est responsable de la Sécurité – et donc de l’ordre – publics. Selon des analyses internes, ces deux nominations permettront au réseau de Jiang Zemin et Zeng Qinghong, de verrouiller les enquêtes qui pourraient s’approcher de trop près de leurs propres intérêts familiaux²¹.

Ainsi, même si l’on considère que Xi Jinping et Jia Qingling seront, avec Wu Bangguo, relativement neutres, Hu Jintao, à la tête du Parti, n’a en réalité pu placer au sommet qu’un seul homme et même s’il continue de pouvoir compter aussi sur Wen Jiabao, cela est peu après cinq ans à la tête du Parti et 15 ans d’influence. Si le départ de Zeng Qinghong a été présenté comme une « victoire » de Hu Jintao, le poids des héritiers de ce dernier relativise fortement l’importance de ce retrait. Autre signe de faiblesse, l’élection de Ling Hua, secrétaire personnel de Hu Jintao, au BP n’a pas eu lieu, contrairement aux règles habituelles puisque celui-ci avait été nommé au poste clé de directeur du Bureau des affaires générales du Comité central à la veille du XVII^e congrès²².

Surtout, contrairement à une règle non écrite qui semblait s’être imposée, le XVII^e congrès n’a pas permis – ou voulu – trancher entre deux « héritiers possibles » de la « cinquième génération » de dirigeants, ce qui semble témoigner d’un déficit d’autorité de la part de Hu Jintao.

Hu Jintao en effet ne dispose pas de la stature et du poids politiques de leaders historiques tels que Mao Zedong et Deng Xiaoping, mais son prédécesseur Jiang Zemin, n’avait pu non plus imposer un héritier choisi par lui-même, puisque Hu Jintao l’avait été directement par Deng Xiaoping dès 1992. On assiste donc à l’émergence d’un nouveau style de pouvoir, avec la disparition naturelle de l’influence résiduelle exercée par les leaders historiques, qui pourrait déboucher sur un renforcement de la collégialité du pouvoir, la reconnaissance d’une vraie complémentarité entre les « élitistes », chargé de la défense des intérêts du groupe dirigeant qui passent notamment par la poursuite d’une très forte croissance, et les

²¹ Voir également *Dow Jones Newswires*, 22-10-2007.

²² Wang Xiangmei in *South China Morning Post*, 23-10-2007.

« populistes », destinés à limiter les risques de tension sociale par un discours compassionnel, au prix peut-être de l'efficacité de la mise en œuvre des décisions, notamment en situation de crise, interne ou externe.

En revanche, si l'on descend les échelons du Parti, il semble que l'influence de Hu Jintao se soit exercée d'une manière plus prépondérante dans ce qui pourrait apparaître comme une tentative de contournement du CPBP. Comme le souligne un analyste chinois, la mutation des cadres de haut niveau après le Congrès a été effectuée avec « rapidité et efficacité ». Les nouveaux dirigeants des postes clés, tels que le Département de l'Organisation du CCPCC, le ministère de la Sécurité publique, les secrétaires des comités du Parti de Shanghai, du Liaoning, du Jiangsu, du Hubei, ont tous été rapidement nommés²³. Mais d'une manière plus générale, on constate que les réseaux de relations sont moins rigides, que de nouvelles lignes de fractures peuvent apparaître. Ainsi certains analystes parlent-ils d'une nouvelle ligne de fracture – ou d'intérêts – entre les anciens de l'Université de Pékin (Beida), dont est issu Li Keqiang, et ceux de l'Université Qinghua dont est issu Xi Jinping²⁴.

Au sein du BP, Li Yuanchao, qui est passé par la Ligue de la Jeunesse du PCC, ancien vice-ministre du Bureau de la « publicité » (propagande) du Conseil des Affaires de l'État, et réputé très proche de Hu Jintao, a été nommé à la tête du Département d'organisation du Comité central, responsable, comme l'avaient été ses prédécesseurs Zeng Qinghong puis He Guoqiang, de l'ensemble des nominations²⁵. Mais au sein d'un BP de 25 membres seuls quatre nouveaux membres sont considérés comme proches de Hu Jintao et membres de la faction de l'école du Parti : Li Yuanchao, Li Keqiang, Wang Yang et Liu Yandong.

Au niveau provincial, Hu Jintao contrôlerait plus d'un tiers des chefs de Parti et des gouverneurs locaux, également passés par l'école du Parti. Mais cette appartenance doit être relativisée dans la mesure où, à partir d'un certain niveau de responsabilité, le passage par l'école du Parti est en réalité obligatoire et n'implique pas de ce fait seul une allégeance particulière²⁶. Shanghai présente un autre exemple de la capacité de reprise de contrôle de Hu Jintao sur les autorités « dissidentes » ou trop indépendantes. Le remplaçant de Xi Jinping nommé à la tête du Parti de la ville à l'issue du Congrès est en effet diplômé de l'École d'ingénierie militaire de Harbin et spécialiste des missiles, ce qui symboliquement au moins n'est pas un signe d'ouverture et de détente pour la métropole économique. L'ancien maire de la ville quant à lui, Han Zheng, a été envoyé dans

²³ Entretien avec l'auteur, Pékin, octobre 2007.

²⁴ Entretien avec l'auteur, Pékin, octobre 2007.

²⁵ *South China Morning Post*, 27-10-2007.

²⁶ Richard Mc Gregor in *Financial Times*, 22-10-2007.

la province enclavée et défavorisée de l'Anhui, antithèse de la puissance économique shanghaienne.

En ce qui concerne l'APL, Hu Jintao a également procédé à de nombreuses nominations pour tenter d'y élargir sa base de soutien. Cinq des sept chefs de régions militaires ont été nommés par lui, dont ceux de Pékin et de Nankin. Au début de l'année 2007, il a également désigné un nouveau chef d'état-major des armées, Chen Bingde, entré à la Commission militaire centrale à l'issue du XVII^e congrès²⁷. Hu Jintao a également tenté d'imposer son contrôle sur les organes de sécurité en procédant à de nouvelles nominations aux postes de commissaire politique de la Police armée populaire, de directeur des Services de sécurité et de chef du Bureau central des gardes du corps chargés de la sécurité au sommet du Parti et de l'État, dont l'allégeance est évidemment essentielle.

Cette tentative de contournement des organes centraux et de l'appareil de sécurité ne va pas sans rappeler la stratégie maoïste de contournement du centre par la périphérie, des villes par les campagnes, qui a abouti, au cours de la révolution culturelle, aux appels à « faire feu sur le Comité central ». Ces références semi-inconscientes à un passé particulièrement difficile pour l'ensemble des cadres du Parti, y compris et peut-être surtout les héritiers, ne peuvent que renforcer la méfiance sensible à l'égard de Hu Jintao et de son style de travail moins « souple » et renforcer la volonté de « l'élite » de contenir son pouvoir et celui des « populistes »²⁸.

Loin de se réduire, le poids des « héritiers », représentants d'une nouvelle « aristocratie » va en effet croissant, dans un phénomène classique de reproduction des élites. Ces héritiers, outre les réseaux de relations familiaux, ont aussi généralement eu accès aux meilleures écoles, à une relative ouverture sur l'extérieur et à des fonds conséquents. Au sein du bureau politique dans son ensemble on peut donc compter au moins sept « héritiers » identifiés sur dix nouveaux entrants. Il s'agit de Liu Yandong, dont le père Liu Ruilong est un ancien vice-ministre de l'Agriculture, Xi Jinping déjà mentionné, Zhou Yongkang dont le père était vice-commissaire politique de la toute puissance Costind (Commission des Scicencs, des technologies et des Industries de défense nationale), Bo Xilai, fils du vétéran révolutionnaire Bo Yibo, Li Yuanchao, fils de Li Gancheng, ancien vice-maire de Shanghai, Wang Qishan, gendre de Yao Yilin et Yu Zhengsheng, chef du Parti de la ville de Tianjin en 1949 et premier époux de Jiang Qing, la femme de Mao Zedong²⁹.

Cette surreprésentation croissante des « héritiers » joue en faveur de la stabilité, notamment en ce qui concerne une politique d'ouverture qui a très largement bénéficié à cette couche de la population ; mais elle peut nuire également à l'adoption de mesures

²⁷ Dow Jones Newswires, 22-10-2007.

²⁸ Cheng Li et entretiens avec l'auteur, Pékin, octobre 2007.

²⁹ Benjamin Kang Lim, *chinaelections.org*.

radicales, mettant en cause des intérêts acquis, dans la gestion des crises – notamment sociales – auxquelles peut être confrontée une société chinoise en pleine mutation.

On voit donc émerger, face aux « idéologues » de l'école du Parti, dont certaines méthodes de mises au pas, notamment en matière de lutte contre la corruption, telles que l'appel aux dénonciations et au renforcement des séances de « critiques et d'autocritiques », rappellent de très mauvais souvenirs aux privilégiés du régime, une opposition non pas sans doute sur les objectifs de stabilisation et de reprise en main des déviations les plus dangereuses du Parti, mais sur les méthodes et les techniques de mobilisation, ainsi que sur les risques de réémergence, avec Hu Jintao, d'un leader tout puissant au pouvoir inquiétant³⁰.

³⁰ Au mois de septembre 2007, un bureau de prévention de la corruption dépendant du Conseil des Affaires de l'État, qui fait appel aux dénonciations, a été mis en place. *GOV.cn*, 13-09-2007. Les statuts du parti rappellent l'importance des séances de critique et d'autocritique.

Un consensus sur les objectifs

Toutefois, si ces rivalités ont une importance, notamment dans l'équilibre des forces au sommet du pouvoir, elles ne remettent pas en cause le consensus fondamental qui repose sur la volonté de préserver la stabilité du système fondée, pour les élites dirigeantes, sur la survie à long terme du Parti. Comme le souligne un analyste qui reprend une citation de Mao, « au sein du Parti, il y a des partis, et au sein des factions, il y a des factions, c'est normal. » S'il existe différents courants au sein du PCC, leurs intérêts ne sont pas contradictoires. Ils représentent des groupes d'intérêts différents, mais le but final de tous ces groupes est de maintenir la position dominante du PCC en Chine. Sur cette base, la volonté de coopération paraît beaucoup plus importante que les divergences³¹.

Ce consensus s'est renforcé par un sentiment d'inquiétude et d'urgence dont Hu Jintao s'est fait longuement l'écho dans son rapport au Congrès, dans un contexte sociopolitique défini comme particulièrement difficile. La société chinoise, soumise aux pressions de la globalisation, est en effet de plus en plus ouverte au monde extérieur, comme en témoignent les 600 millions de téléphones portables officiellement recensés, les 162 millions d'internautes et l'accès à des sites de communication instantanés tels que Youtube ou Dailymotion, dont le contrôle permanent s'avère difficile³². Selon la presse de Hong-Kong, depuis 2002 Hu Jintao aurait organisé avec des experts plus de 40 séances de travail consacrées à la thématique de « la chute des Empires »³³. La question que se pose l'ensemble de la direction chinoise est donc celle du « renforcement du lien de chair et de sang entre le peuple et le Parti » pour reprendre les termes utilisés par Hu Jintao dans son rapport au XVII^e congrès. Ceci dans le contexte d'une situation internationale qualifiée de « compliquée et volatile » en raison du renforcement des pressions exercées sur la Chine depuis son adhésion à l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) « dans le domaine économique et scientifique par les pays développés ».

Dans ce contexte, alors que les défis semblent particulièrement difficiles à relever, ne pas triompher totalement au Comité permanent du bureau politique pour Hu Jintao peut également être interprété comme une stratégie d'autolimitation de son pouvoir, moyen de diffuser les responsabilités en cas d'échec.

³¹ Entretiens avec l'auteur, Pékin, octobre 2007.

³² Pendant le Congrès, l'accès à ces sites s'avérait toutefois très difficile en Chine.

³³ *South China Morning Post*, 23-10-2007

Un diagnostic sévère : le rapport de Hu Jintao devant le XVII^e congrès

Résultat d'un compromis, le rapport de Hu Jintao au XVII^e congrès³⁴ pose le diagnostic des dysfonctionnements du système auxquels le Parti doit tenter de remédier. Ce diagnostic n'est pas nouveau, il fait écho à des déclarations du même type réitérées depuis 2002 par l'équipe de Hu Jintao, à commencer par le Premier ministre Wen Jiabao lors de son discours devant l'Assemblée populaire nationale au printemps 2005. Toutefois les termes utilisés par Hu Jintao paraissent particulièrement sévères, il écrit notamment que « tout en reconnaissant nos succès, nous devons rester conscients du fait qu'ils ne répondent *toujours pas* aux attentes du peuple », ceci après près de 60 ans de « communisme » et 30 ans de politique de réforme. « La contradiction qui existe entre les besoins matériels et culturels croissants de la population et le retard de la production sociale », et donc en réalité l'inadaptation du système aux bouleversements économiques et sociaux que la Chine a connus depuis 30 ans est qualifiée dans les nouveaux statuts du Parti de « contradiction principale », celle à laquelle le travail du Parti doit répondre en priorité.

Le style du Parti « qui ne répond pas aux besoins de la nouvelle situation » est dénoncé. Ces lacunes sont d'autant plus graves que, comme le souligne le rapport de Hu Jintao avec une remarquable lucidité, « les gens sont aujourd'hui plus indépendants, plus sélectifs et plus changeants ». Au niveau économique, si la croissance économique est saluée, Hu Jintao souligne également une productivité globale toujours trop basse, en raison notamment d'une capacité d'innovation indépendante insuffisamment développée.

En ce qui concerne la vie quotidienne des habitants, Hu Jintao déplore que les problèmes anciens, liés à la croissance, n'aient

³⁴ Hu Jintao, *Gaoju Zhongguo tese shihuizhuyi weida qizhi wei duoqu quanmian xiaokang shihui xin shengli er fendou zai Zhongguo gongchandang di shiqi ci quan guo daibiao dahui shang de baogao*, (« Lever bien haut l'étendard du socialisme à la chinoise et lutter pour réaliser de nouveaux succès dans le développement général d'une société de moyenne aisance ». *Rapport au XVII^e Congrès du PCC*), 15 octobre 2007, <http://www.xinhuanet.com>..

toujours pas été pris en compte, entraînant des déséquilibres croissants. Il déclare ainsi « nous aurons, pour construire une société harmonieuse, à faire en sorte que tous aient le droit à l'éducation, que leurs prestations de service soient rétribuées, qu'ils soient couverts par l'assurance-maladie et l'assurance vieillesse, et qu'ils soient décemment logés³⁵ ». La question de la faiblesse persistante des fondements de l'agriculture est également soulignée et Hu Jintao insiste sur la nécessité, avec des accents qui ne vont pas sans rappeler les slogans des origines du Parti communiste *sur la terre aux travailleurs*, de garantir à chacun « un endroit pour vivre » notamment dans les campagnes.

Dans son rapport, Hu Jintao liste l'ensemble des questions qui doivent être résolues d'une manière urgente pour renforcer l'efficacité du système en période de transition accélérée. Il indique que les prochaines années seront « confuses et compliquées ». Il pose surtout la question majeure de la régulation macro-économique et de l'autorité du centre sur la périphérie pour la mise en œuvre des mesures décidées au sommet, dans un sens à la fois géographique mais également organisationnel avec l'émergence de lobbies puissants dans le domaine de l'énergie par exemple.

La question des capacités du centre à imposer aux provinces et aux municipalités les plus riches la prise en compte dans leurs dépenses et leurs investissements, de besoins aussi essentiels que la santé, l'éducation et l'environnement n'est pas résolue. À ce titre, le cas de corruption qui a entraîné la chute de l'ancien chef du Parti de Shanghai est particulièrement significatif puisque l'argent détourné vers la spéculation immobilière était initialement destiné au système de retraite de certaines catégories de fonctionnaires de la ville.

Liée à ce premier élément, la question de la gestion des ressources et de l'environnement est également mentionnée dans le rapport, de même que celle des déséquilibres sociaux, notamment entre les zones rurales et les zones urbaines, ainsi qu'entre les habitants des zones urbaines et la population flottante des migrants auxquels le Parti est sommé de prêter une plus grande attention. Dans son rapport, qui s'éloigne en ceci des ambitions définies lors du précédent Congrès de 2002, Hu Jintao demande non plus uniquement le quadruplement du produit national brut (PNB) de la Chine en 2020, mais le quadruplement du PNB *par habitant* avec un objectif de 2 400 dollars par an et par habitant en 2020³⁶.

L'augmentation du niveau de vie et du pouvoir d'achat doit également répondre à un autre déséquilibre grave et persistant mentionné par Hu Jintao entre exportations, investissements et consom-

³⁵ Hu Jintao, *op. cit.* [34]. ».

³⁶ Du Ying, vice-président de l'Institut de recherche sur la réforme et le développement, Pékin, octobre 2007.

mation interne³⁷. Tout ceci représente pour la direction du Parti un ensemble de tâches qualifiées de « longues, complexes et ardues », notamment en ce qui concerne la lutte contre la corruption (*fan fubai*), et le mauvais style de travail, dont l'individualisme, l'esprit féodal, « l'idolâtrie de l'argent » (*baijin zhuyi*) ou l'hédonisme (*xiangle zhuyi*), sont dénoncés comme une « gangrène » qui mine les fondements de la légitimité du Parti.

Hu Jintao consacre dans son rapport un très long développement à la corruption, mal historique de la Chine, qui avait, avant 1949, permis de légitimer le pouvoir des combattants communistes dont la propagande s'appuyait sur les pratiques « propres » du PCC opposées à la corruption de la société chinoise et des autorités du Kuomintang. Le retour de ce mal ancien, dont la visibilité choque tout particulièrement, témoigne également d'une tendance plus profonde qui est l'absence de réel sentiment du bien commun et donc d'unité de la Chine, alors que les intérêts de la famille, du clan, du village, éventuellement de la province, passent avant ceux d'une Chine dont l'idée demeure abstraite en dépit d'un discours récurrent sur l'unité nationale dont le Parti se veut le premier porte-parole³⁸.

En dénonçant la corruption et les dysfonctionnements du système, les difficultés à prendre en compte « les intérêts de tous », Hu Jintao dénonce donc en réalité les risques de division de la Chine, au profit d'intérêts locaux de plus en plus puissants³⁹.

Pour remédier à l'ensemble de ces maux qui contribuent à la division de la société chinoise et à la fragilisation de la légitimité du Parti, la nouvelle constitution du Parti adoptée par le XVII^e congrès en appelle donc à un meilleur équilibre entre justice sociale et efficacité. Selon les termes d'un analyste chinois, le défi principal pour les autorités chinoises est en effet de réussir le passage difficile du quantitatif au qualitatif dans la croissance, alors que dans le même temps le quantitatif ne peut être abandonné.

Selon les calculs de ces analystes en effet, si la croissance de l'économie chinoise est supérieure à 10 %, en réalité, 5 % de cette croissance ne serviraient « qu'à » prendre en compte l'irruption sur le marché du travail de nouvelles générations de travailleurs. La croissance « utile »⁴⁰ ne représenterait ainsi que 5 %. Le rapport de Hu Jintao fait donc écho à des débats très vifs qui se sont

³⁷ Les échanges représenteraient 80 % du PNB avec une part très limitée de valeur ajoutée (15 % à 20 %) selon Fan Gang, économiste spécialiste des questions financières.

³⁸ Ce qui explique aussi la difficile mise en œuvre des mesures destinées à préserver l'environnement.

³⁹ Cary Huang, *South China Morning Post*, 10-10-2007.

⁴⁰ Lu Zhongyuan, directeur du centre de recherche sur la réforme et le développement du conseil des Affaires de l'État. À ce chiffre, il faudrait également retirer ceux de la corruption qui, selon des analyses que nous détaillerons plus bas, coûteraient chaque année à la Chine 3 % de PIB.

développés en Chine depuis plusieurs mois tant au sein du Parti qu'à l'extérieur de celui-ci, débats qui tendent à opposer, sur la question du rythme des réformes et de la qualité de la croissance, la « nouvelle gauche » aux « libéraux ».

Le Congrès, reflet de débats cruciaux pour l'avenir de la Chine

Le XVII^e congrès a été précédé de débats et suivi de commentaires nombreux qui démontrent l'importance des enjeux. Ces débats concernent notamment la poursuite des réformes, ou leur rythme. Selon des sources internes au Parti, le rappel constant du principe de réforme et d'ouverture, y compris dans les nouveaux statuts du PCC adoptés à l'issue du Congrès, témoigne de la nécessité de répondre avec vigueur à une opposition toujours vivace. On assiste aujourd'hui, après quasiment deux décennies de consensus sur un rythme de croissance soutenu qui suffisait au succès de l'économie chinoise, à un retour à des débats plus ouverts concernant les choix de développement même si les divergences sont moins importantes qu'au début des années 1980 entre Deng Xiaoping, partisan de réformes maîtrisées, Hu Yaobang, plus ouvert à un débat sur les réformes politiques ou Chen Yun, partisan du système de planification d'État proche du modèle soviétique des années 1950.

Dans ce contexte, le rôle des allégeances plus anciennes, qui constituent aussi le socle moins visible des jeux de relations contemporains, doit être pris en compte. Ainsi, si le père de Xi Jinping est un vétéran révolutionnaire, c'est également l'un des penseurs des zones économiques spéciales au début des années 1980, proche de Hu Yaobang. Wen Jiabao était proche de Zhu Rongji mais également de Zhao Ziyang, évincé de son poste à la suite des événements de la place Tiananmen en 1989. Ces allégeances anciennes sous-tendent la résurgence de débats particulièrement vivaces dans la première moitié des années 1980, portant sur le renforcement du rôle de l'État et la division des pouvoirs entre le Parti et l'État⁴¹.

L'un des points essentiels, qui n'est pas ouvertement reconnu par le PCC mais sous-tend le rapport de Hu Jintao, les nouveaux statuts du Parti et les commentaires qui les ont accompagnés, est en effet celui des réformes politiques et la manière dont elles doivent – ou non – accompagner les réformes économiques. Li Rui, ancien secrétaire de Mao Zedong, purgé en 1958 en raison de son opposition au Grand bond en avant puis réhabilité à l'issue de la

⁴¹ Table ronde sur le XVII^e congrès du PCC, Centre culturel français, Pékin, octobre 2007.

révolution culturelle, a ainsi publié à la veille du Congrès un article prônant le renforcement de la démocratie, « seul moyen d'éviter le chaos »⁴².

Un débat s'est également développé au cours de l'année 2007 sur la validité du modèle social-démocrate suédois, autour notamment d'un article publié par Xi Tao, ancien directeur du *Renmin ribao* et intitulé « Apprendre de la Suède ». Ce courant a lui-même été dénoncé par Zhang Zhijun, à la tête du Département de relations internationales du Parti, qui proclame que « la Chine ne copiera pas le modèle suédois mais suivra son propre modèle socialiste aux couleurs de la Chine », caractérisé par l'absence de séparation des pouvoirs entre le Parti, le gouvernement et le pouvoir législatif mais également par la recherche d'une meilleure efficacité et d'une meilleure gouvernance⁴³.

C'est dans ce contexte qu'il faut analyser la nomination en 2007 au gouvernement de deux ministres non membres du Parti, Chen Zhu, ministre de la Santé formé en France et président de l'Académie de médecine de Chine et Fang Gang, ministre des Sciences et des Techniques, recrutés au nom du principe d'efficacité, en raison de leurs compétences reconnues, même si leur poids politique réel demeure très limité.

Ces débats et ces évolutions visent également à répondre aux attentes d'un public pour qui, selon un sondage publié par l'agence Xinhua, « la question la plus essentielle aujourd'hui est de créer un système de contrôle contre les abus de pouvoir, de construire un système de sécurité sociale et de mettre en place un système plus juste et plus égalitaire de revenus⁴⁴ ». Pour le même analyste, « la lenteur des réformes politiques s'explique par le jeu des groupes d'intérêts qui sont attachés au *statu quo* et qui dénoncent les réformes comme une source d'instabilité et d'anarchie, alors que c'est le *statu quo* sans les réformes qui crée au contraire les conditions des tensions sociales. »

⁴² *Yanhuang chunqiu*, octobre 2007.

⁴³ Cité par Chai Chi-Yuk, in *SCMP.com*, 26-09-2007.

⁴⁴ Cité par Hu Shuli in <*caijing.com.cn*>, 17-10-2007 et entretiens avec l'auteur, Pékin, octobre 2007.

Des débats reflétant une situation sociale difficile

Ces débats reflètent une situation sociale de plus en plus perçue – y compris dans les rangs des plus privilégiés, proches du Parti communiste – comme tendue. C'est notamment le cas en ce qui concerne les questions environnementales dans les grandes villes, qui touchent justement la frange la plus privilégiée de la population – 90 % des 10 % les plus riches vivent dans les zones urbaines – qui craint aujourd'hui non seulement pour sa propre santé mais plus encore pour celle de ses enfants, d'autant plus précieux qu'ils sont moins nombreux⁴⁵.

La question des inégalités touche moins directement les élites urbaines sur lesquelles le Parti tend aujourd'hui à s'appuyer, mais elle contribue au déchirement du tissu social. Si le rapport de Hu Jintao insiste sur la prise en compte des « difficultés de la vie quotidienne » de la population, c'est entre autres parce que si, en croissance accumulée, l'économie chinoise a augmenté de 58 % depuis le dernier Congrès en 2002, plus de 40 % des villages qui maillent le monde rural en Chine n'ont toujours pas accès non pas à l'eau potable, mais à l'eau courante.

Selon les statistiques de la Banque mondiale, 300 millions de personnes vivent avec moins de deux dollars par jours. Depuis le lancement de la politique des réformes, le revenu par habitant dans les zones urbaines a été multiplié par 18, mais il ne l'a été que par cinq dans les campagnes. En 1978, le revenu annuel s'élevait dans les zones rurales à 624 yuans par an, il atteignait 3 336 yuans (333 euros) en 2006 selon les chiffres du ministère chinois de l'Agriculture. Dans le même temps, dans les villes, le revenu annuel passait de 607 yuans annuels à 11 010 yuans (1 101 euros)⁴⁶. Selon l'agence Xinhua, en Chine, le revenu urbain moyen est donc aujourd'hui un peu plus de trois fois supérieur au revenu rural, alors que ce rapport, au niveau mondial, n'est que de 1,8.

Au-delà de la distinction entre zones rurales et zones urbaines, les inégalités entre riches et pauvres sont également considérables et sources de mécontentement, alors que 20 % des plus riches en Chine possèdent plus de 50 % des richesses et 20 %

⁴⁵ Entretiens avec l'auteur, Pékin, octobre 2007.

⁴⁶ Cité par *The Economist*, 11-10-2007 et <www.agri.gov.cn>.

des plus pauvres moins de 5 % des richesses. Ces inégalités, de plus en plus visibles, se développent également au cœur des zones urbaines en raison de l'existence, selon les statistiques officielles, d'une population « flottante » de migrants évaluée à 210 millions de personnes⁴⁷.

Mais les autorités chinoises se trouvent en partie prises à un piège qu'elles ont elles-mêmes contribué à créer en insistant longtemps sur la globalité des chiffres de la puissance chinoise : quatrième puissance économique mondiale, troisième plus grande puissance commerciale, alors que le revenu mensuel moyen en 2006 n'était que de 600 yuans (60 euros). L'image de puissance contribue en effet à la fois au rayonnement de la RPC, à l'expansion de son *soft power* et de sa force d'attractivité, et à la légitimité du Parti communiste en flattant le sentiment de fierté nationale.

La corruption est un autre phénomène majeur qui contribue à miner la confiance dans le Parti. Selon une étude effectuée par l'École centrale du Parti, la corruption a été identifiée comme la première cause d'insatisfaction en Chine. Selon les chiffres publiés par Pékin, de 1996 à 2005, la corruption a représenté 8 % des dépenses budgétaires de la Chine et 3 % du produit intérieur brut (PIB) annuel, soit plus que le budget consacré à l'éducation – l'un des gros points faibles du régime, même si les sommes allouées à l'éducation doivent être doublées au cours des prochaines années⁴⁸.

Par ailleurs la corruption contribue fortement aux déséquilibres de la croissance dans la mesure où l'argent noir est essentiellement réinvesti, par l'intermédiaire de clans familiaux par exemple, dans l'immobilier spéculatif ou la spéculation boursière⁴⁹. La corruption porte notamment sur l'attribution des terres – source de nombreuses manifestations, parfois violentes, de mécontentement –, les contrats d'État (*procurement*), les services financiers tels que l'attribution de crédits, les projets d'infrastructure, la gestion des entreprises d'État, mais également l'achat de charges ou de postes (*mai guan*), eux-mêmes sources de revenus liés à la corruption.

Dans les jours qui ont suivi le XVII^e congrès, plusieurs articles publiés dans la presse officielle se sont ainsi fait l'écho d'une directive appelant l'armée à « assainir » son système de recrutement en luttant contre l'achat de postes. Les principaux secteurs de l'État-Parti sont

⁴⁷ Le terme de population « flottante » concerne les détenteurs d'un *hukou* (« passeport intérieur ») rural qui s'installent officieusement en zone urbaine pour y trouver du travail. Le pouvoir reconnaît aujourd'hui l'existence de ces migrants « illégaux » de l'intérieur, mais ils demeurent très vulnérables et généralement exclus de toutes les couvertures et services sociaux attribués à certaines catégories de populations officiellement urbaines. Pour éviter un exode rural incontrôlé, les autorités chinoises ne souhaitent pas aujourd'hui remettre en cause, en dépit d'expérimentations limitées, le système du passeport intérieur.

⁴⁸ Minxin Pei, « Corruption Threatens China Future », *Carnegie Endowment for International Peace*, « Policy Brief », octobre 2007.

⁴⁹ Entretiens, Pékin, septembre 2007.

concernés, renforçant ainsi l'image d'un Parti-club réservé aux élites tirant directement bénéfice des dysfonctionnements du système, mettant ainsi en cause la qualité de la croissance, le principe d'efficacité du régime et sa survie à moyen terme.

Toutefois, si la corruption constitue un dysfonctionnement aux conséquences négatives pour le soutien au régime, elle permet aussi, en raison des coûts impliqués mais également de la situation d'insécurité pénale qu'elle entraîne, de limiter l'émergence d'une nouvelle classe susceptible de constituer une base de pouvoir indépendante du Parti.

La difficulté pour les autorités demeure de résoudre le plus rapidement possible l'ensemble de ces problèmes de déséquilibre de la croissance, de mise en place d'un système de protection sociale, de renforcement du marché intérieur et de traitement des questions environnementales, sans toucher aux fondements du système par la mise en place, par exemple, d'un système légal totalement indépendant du Parti.

En dépit des difficultés de la tâche, c'est à ces défis qui menacent aujourd'hui la poursuite d'une croissance plus « harmonieuse » qu'a tenté de s'attaquer le XVII^e congrès en mettant en avant la nécessité de « prendre l'homme pour base » (*ren wei ben*)⁵⁰. Selon les articles de glose publiés dans les jours qui ont suivi la fin du Congrès, la « centralité de l'homme » et la durabilité doivent être les caractéristiques du socialisme aux « couleurs de la Chine ». Le Parti doit garantir la prospérité pour chacun et le progrès social en recherchant « un équilibre plus juste entre l'égalitarisme et les inégalités de revenus trop importantes⁵¹ ». Ce retour à un certain nombre de thématiques plus maoïstes ou « gauchistes » dans leur formulation apparaît comme l'une des caractéristiques de ce Congrès – et de Hu Jintao, qui tenterait ainsi de répondre aux arguments de la nouvelle gauche tout en poursuivant une politique d'ouverture économique qui ne peut être abandonnée.

En effet, le rapport de Hu Jintao indique également que « les revenus moyens doivent devenir la majorité », dans un écho peut-être inconscient au modèle de développement japonais d'après-guerre, modèle jamais officiellement revendiqué mais qui transparait néanmoins autour des thématiques des classes moyennes, de l'environnement et du passage à une croissance fondée sur les hautes technologies et la valeur ajoutée.

Il s'agit également de démontrer la volonté du Parti de mieux répondre aux attentes de la population et de retisser un lien de confiance politique, principale condition de survie du système selon ses dirigeants. Il s'agit de montrer au « peuple » que ses intérêts sont

⁵⁰ Qui dans la formulation évoque les slogans de l'époque maoïste.

⁵¹ Voir Li Yulin, « Jiakuai tuijin yi gaishan minsheng wei zhongdian de shihui jianshi », <www.studytimes.com.cn> (*Xuixi shibao*), 17-11-2007.

pris en compte, de combler un fossé traditionnel entre les élites et la nation, rendu plus évident par la résurgence des phénomènes de corruption, de se montrer enfin plus réactif aux attentes tout en maintenant un contrôle politique jugé nécessaire pour éviter le chaos (*luan*) et l'effondrement du système.

Les nouvelles missions définies par le Parti

Dans le rapport de Hu Jintao, le principe qui sous-tend l'ensemble des missions attribuées au Parti est celui du rééquilibrage qualitatif du développement. Alors qu'au XVI^e congrès, qui mentionnait déjà cette nécessité, la croissance économique était qualifiée de « rapide et de bonne qualité » (*you kuai, you hao*), l'ordre des priorités a été inversé dans le rapport de Hu Jintao qui parle désormais d'une croissance « de bonne qualité et rapide » (*you hao, you kuai*). Dans ce contexte, et par une critique voilée de la période précédente et même de certains des aspects les plus libéraux de la politique de réforme et d'ouverture mise en place à partir de 1992 par Deng Xiaoping, les travaux du Congrès insistent sur la nécessité de garantir l'enrichissement « de tous » et non plus « d'un petit nombre en premier ».

Les statuts du Parti continuent toutefois d'affirmer que « nous encourageons une partie des régions et des individus à s'enrichir en premier en vue de faire progressivement disparaître la pauvreté ». En effet, pour l'ensemble des analystes en Chine, si la croissance doit être de meilleure qualité, une croissance rapide – supérieure à 6 % annuellement comme le déclarait Jiang Zemin au début des années 1990 – demeure vitale pour la survie du système⁵².

Dans le même temps, le critère de « société modérément développée » (*xiangkang shehui*) doit s'appliquer au plus grand nombre (*quan mian*). Comme le soulignent les nouveaux statuts du Parti, la croissance économique doit s'accompagner de la prise en compte de la sécurité de la population, de la qualité de l'environnement et du bien-être social.

Pour stabiliser l'économie et améliorer les conditions de vie de tous d'une manière plus égalitaire, le Parti fixe également comme objectif une reprise en main des autorités centrales en matière d'éducation, de santé, avec dans l'idéal la mise en place d'un programme d'assurance-santé couvrant l'ensemble de la population à l'horizon 2020, et d'un programme d'environnement, tout en conservant le principe du contrôle des prix, dans la mesure du possible, dans les secteurs particulièrement sensibles de l'énergie ou des produits alimentaires face aux risques d'inflation. Au mois de

⁵² Entretiens avec l'auteur, Pékin, octobre 2007.

novembre 2007, le chiffre global de l'inflation en Chine a en effet atteint 6,5 %. Mais si les prix non alimentaires n'ont augmenté que de 1,1 % les prix des légumes (30 %), de l'huile (34 %) et surtout du porc (+ 55 %) ont augmenté d'une manière considérable et particulièrement sensible pour une population dont la part de l'alimentation dans le budget des ménages demeure deux fois plus importante que dans les pays développés.

Selon les nouveaux statuts du Parti, poursuivre la croissance économique et « transformer la Chine en un pays prospère, puissant, démocratique, culturellement développé, harmonieux moderne et socialiste » demeure la tâche centrale. C'est dans l'énoncé de cet objectif fondamental qu'a été intégré le principe de société harmonieuse défendu par Hu Jintao.

Ce principe d'harmonie est ensuite défini comme « l'harmonie entre les zones urbaines et rurales, les différentes régions, le développement économique et social, l'homme et la nature, le développement interne et l'ouverture sur le monde extérieur ». Il s'agit d'équilibrer le ratio entre investissements et exportations, qui aujourd'hui l'emportent, et le développement de la consommation, qui croît beaucoup moins rapidement en raison notamment de l'épargne imposée par l'absence de filet social. Pour atteindre ce nouvel objectif, le gouvernement doit donc, selon Hu Jintao, se réinvestir dans les secteurs de la santé – particulièrement dans les zones rurales où vivent 700 millions de personnes –, des systèmes de retraites – qui ont disparu avec la fin des communes populaires et des unités de travail – et de l'éducation. Mais ce réinvestissement passe également par une réforme du système de taxes, fortement décentralisé, dont le contrôle et le caractère extrêmement inégalitaire échappe en partie aux autorités centrales et même provinciales

Plus de 3000 « taxes », levées au niveau local, ont ainsi été recensées, taxes qui exercent une forte pression sur les revenus des plus pauvres, notamment dans les campagnes, sans que, en raison de la corruption endémique et du désinvestissement financier de l'État, leur levée ne se traduise par la prise en compte réelle des besoins en matière d'infrastructure (routes entre villages notamment), d'éducation ou de santé⁵³.

De même, les appels à la prise en compte des questions environnementales se heurtent aux problèmes sociaux soulevés par la fermeture éventuelle, au niveau local, d'usines fortement polluantes ou dangereuses, qui sont généralement les seules sources d'emploi. Les responsables du State Energy Protection Agency (SEPA), en déplorant leur manque de moyens, indiquent que, sauf réformes majeures difficiles à mettre en œuvre, les objectifs de

⁵³ Tianya Forum, <www.chinadigitaltimes.com>, novembre 2007.

réduction de l'intensité énergétique de l'économie chinoise ne pourront être atteints au cours du 11^e plan quinquennal⁵⁴ 2006-2010.

Il s'agit également de renforcer le secteur agricole et de mieux protéger les ruraux, en l'absence d'un système de propriété de la terre qui leur permettrait d'obtenir des crédits, en garantissant au moins que les transferts de droits d'exploitation des terres – l'une des principales causes des manifestations de mécontentement dans les campagnes – soient « volontaires et soumis à une compensation effective ». Hu Jintao mentionne également spécifiquement l'amélioration des services à la population flottante, dont le nombre est aujourd'hui loin d'être négligeable et qui est aussi à l'origine de nombreuses manifestations de mécontentement. Enfin, dans un curieux mélange de confucianisme et de psychologie à l'américaine, Hu Jintao appelle le Parti à faire preuve « d'une plus grande compassion pour le peuple et à améliorer le conseil psychologique ».

L'ensemble de ces missions « d'harmonisation » et de « rééquilibrage » sont contenues dans le mot d'ordre « adopter le point de vue du développement scientifique » (*Shihui fazhan guanjian*), officiellement inclus dans les nouveaux statuts du Parti adoptés à l'issue du XVII^e congrès. L'étude de cette nouvelle ligne, dans les semaines qui suivent le Congrès, fait l'objet d'une véritable campagne politique de mobilisation qui là encore, dans la forme si ce n'est dans le fond, rappelle les grandes campagnes politiques de l'époque maoïste. Mais au-delà des slogans, c'est évidemment la mise en œuvre de ces mesures qui fera pour le Parti la différence et c'est là que se situent les difficultés majeures.

⁵⁴ Zhang Liqun, vice-ministre, Commission d'État de protection de l'environnement, et entretiens avec l'auteur, Pékin, octobre 2007. Des mesures de contournement des objectifs, au niveau local et particulièrement dans les provinces les plus pauvres, sont régulièrement dénoncées, ainsi que des choix de développement, tels que l'éolien, effectués pour atteindre les quotas sans réflexion sur l'intérêt réel en matière d'efficacité énergétique.

Les mesures économiques

Le Congrès expose les principes généraux ; les mesures économiques mises en place pour assurer le succès de la réorientation du principe de croissance, sorte de « New Deal » défini par Hu Jintao, sont donc peu détaillées. Selon les analystes chinois, le caractère fondamental dans le changement de ligne directrice en matière de développement réside dans le caractère plus équilibré du développement. Plus concrètement, dans son rapport, Hu Jintao prône le renforcement de la régulation macroéconomique (*hongguan tiaokong*) afin « d'améliorer la superstructure économique et préserver les ressources et l'environnement » et de mener à bien « la construction de l'économie socialiste ».

Dans les statuts du Parti, un amendement rappelle que le Parti doit « consolider et développer le secteur public et encourager, soutenir et guider le développement du secteur non-public », dont la place subordonnée est réaffirmée même si son importance est reconnue. C'est ce que précisent également les commentaires publiés à la suite du Congrès, qui insistent sur le renforcement du poids de l'économie publique alors que les secteurs de l'économie non publique, privée ou semi-privée, doivent soutenir le secteur public en offrant notamment des services financiers ou le développement des infrastructures dans une relation qualifiée de « gagnant-gagnant⁵⁵ ».

Le processus d'industrialisation « aux couleurs de la Chine » doit être poursuivi, mais en mettant l'accent sur l'innovation indépendante, « cœur de la stratégie de développement de la Chine » selon le rapport de Hu Jintao, et la conservation des ressources. Pour ce faire, la RPC doit accomplir des avancées dans un certain nombre de technologies de pointe, où tous les efforts de recherche et de développement doivent être concentrés. C'est dans ce contexte qu'il faut analyser, par exemple, le programme spatial.

Ces avancées spectaculaires, dans le domaine des sciences de l'information notamment, doivent servir le développement de la Chine dans le domaine civil et militaire. Il s'agit également, comme pour la modernisation des capacités militaires, de développer en

⁵⁵ Li Yulin, *op. cit.* [51]; les secteurs non publics recouvrent l'ensemble des systèmes de propriété privés ou collectifs.

priorité certains secteurs stratégiques qui créent une véritable différence à moindre coût⁵⁶.

En ce qui concerne le monde rural et l'agriculture, le principe des « campagnes socialistes », exposé par Wen Jiabao en 2005, est entériné, ainsi que l'idée d'étendre le développement à partir de noyaux constitués de regroupements de villes géantes, respectueuses d'un développement équilibré. Ceci implique des investissements considérables, notamment dans le domaine des infrastructures routières, d'approvisionnement, d'assainissement et de télécommunication⁵⁷.

La politique d'ouverture sur le monde extérieur est réaffirmée, mais cette ouverture doit se faire « en harmonie » avec le développement interne. Il s'agit, selon les commentaires, de gérer correctement la relation entre l'ouverture et le vieux slogan « compter sur ses propres forces » pour renforcer la sécurité et l'indépendance de l'économie nationale⁵⁸. Cette dimension se trouve au cœur des théories du nationalisme économique qui s'est exprimé en Chine dans les mois qui ont précédé le Congrès. Dans son rapport au Congrès, Hu Jintao soulignait que « la nécessité d'équilibrer le développement intérieur et l'ouverture sur l'extérieur » était plus importante que jamais. Confirmant cette évolution, la Commission de réforme et de développement du Conseil des affaires de l'État a adopté au lendemain du Congrès de nouvelles directives, qui entreront en vigueur au 1^{er} décembre 2007, visant à « orienter les investissements étrangers » en les interdisant dans les secteurs coûteux en énergie et en matières premières, mais également « nuisibles à la sécurité de la Chine », sans que les critères soient précisément définis⁵⁹.

⁵⁶ On retrouve également là les principes de la stratégie chinoise classique qui recommandent de s'attaquer aux points clés les plus significatifs et les moins bien défendus par l'ennemi.

⁵⁷ Hu Jintao, *op. cit.* [34]. On retrouve ici le nouveau modèle de Tianjin, dont le projet de développement de Binhai, soutenu par le Premier ministre, met en avant les technologies de pointe avec les industries aéronautiques et spatiales. Tianjin doit être le prochain centre de construction du nouveau lanceur de grande capacité qui devrait être développé en liaison avec le programme lunaire.

⁵⁸ « Statuts du parti » et Li Yulin, *op. cit.* [51]

⁵⁹ Commission de réforme et de développement du Conseil des affaires de l'État et Sun Zhenyu, vice-président de la Commission nationale de réforme et de développement. Les industries les plus polluantes et les plus consommatrices en énergie, telles que les cimenteries, pourraient se voir menacées par cette loi, à moins qu'elles ne transfèrent vers la Chine des technologies de pointe en matière de production « propre ». On voit en effet émerger en Chine, au côté du nationalisme économique, un nouveau « nationalisme écologique » qui tend à accuser les puissances développées d'exporter vers la Chine le coût d'une pollution inacceptable en Occident. On mentionne la possibilité d'interdire les exportations de produits au coût écologique élevé dont les entreprises étrangères sont responsables. Yuan Qindang, vice-ministre, Commission d'État pour la protection de l'environnement, Pékin, octobre 2007.

Les évolutions politiques

Mais au-delà de la nouvelle ligne du développement scientifique, l'autre élément du Congrès est l'importance accordée au principe de démocratie au sein du Parti, défini comme « le point central du Congrès⁶⁰ ». Il s'agit du premier message que la nouvelle direction souhaitait faire passer à l'extérieur du pays mais également au sein de la population. Les analystes chinois insistent donc sur le fait que l'existence de factions au sein de la direction du PCC et la non-désignation du successeur de Hu Jintao témoignent du processus de démocratisation dans la vie politique chinoise⁶¹.

Hu Jintao dénonce également dans son rapport « l'insuffisance des efforts pour améliorer le système légal et la démocratie face aux besoins de renforcement de la démocratie populaire et de promotion du développement social et économique ». Il s'agit en effet pour le PCC de contourner les exigences de réformes politiques plus profondes en offrant une alternative, si possible crédible, au modèle de la démocratie occidentale. La mise en place d'une « démocratie consultative » fondée sur la recherche du consensus, élevant la consultation politique au rang de « maillon incontournable du processus de prise de décision » permettrait d'offrir une voie d'expression relativement institutionnalisée aux mécontentements, selon un modèle singapourien plus acceptable que le modèle occidental, comme le soulignait Wen Jiabao lors de sa visite à Singapour au mois de novembre 2007⁶².

Il s'agit également de renforcer la bonne gouvernance au sein du Parti, d'y introduire une amorce de système de *checks and balances* interne et de tenter de résoudre ainsi les dérives liées à la corruption des élites et, pour reprendre la terminologie officielle, « au mauvais style de travail ». Les nouveaux statuts du Parti appellent donc les cadres à « étudier le point de vue du développement scientifique », mais également à améliorer leurs principes moraux et surtout, élément nouveau, à « appliquer strictement le principe marxiste de l'honneur et du déshonneur ». Les nouveaux statuts pré-

⁶⁰ Fang Ning, vice-président de l'Institut d'études politiques de l'Académie des sciences sociales.

⁶¹ Entretiens avec l'auteur, Pékin, octobre 2007. Les mêmes analystes insistent sur le fait que le pouvoir de Hu Jintao n'a pas été entamé.

⁶² Hu Jintao, « Rapport devant le Congrès » et Li Yuanchao, « Tuijin dangnei minzhujianshe zengqiang dang de tuanjie tongyi » (« Faire avancer la démocratie interne au parti, renforcer l'unité du parti »), *Renmin ribao*, 01-11-2007.

voient également la mise en place de missions d'inspection qui, selon les commentateurs, pourraient ne plus être annoncées à l'avance.

Pour renforcer la bonne gouvernance, il s'agit également d'introduire un degré de « compétition » au sein du Parti, grâce à un système électoral prévoyant un nombre de candidats légèrement supérieur au nombre de postes à pourvoir ainsi que le recours au vote secret. En ce qui concerne la responsabilisation des instances dirigeantes, au niveau central comme au niveau local, il est prévu, dans un premier temps d'une manière expérimentale, d'instituer un système de contrôle permanent (*tenure*) pour la durée du Congrès, qui permettrait de renforcer les capacités de contrôle des Comités centraux sur les Bureaux politiques et des Bureaux politiques sur les Comités permanents.

C'est donc au sein du Parti, qui compte 73,96 millions de membres, que, selon les travaux du Congrès, la démocratie doit se développer, comme un modèle expérimental dont on laisse entendre qu'il pourrait ensuite diffuser dans l'ensemble de la société. On encourage également dans les nouveaux statuts du Parti « l'auto-administration » au niveau le plus bas de la société (villages, quartiers, organisations de bases), ce qui sous-entend – ou entérine – un retrait du rôle, si ce n'est de l'influence, du Parti au niveau le plus quotidien de la vie de la population.

Mais dans le même temps, les organisations de base du Parti sont appelées à renforcer leur travail de mobilisation en « prêtant attention aux sentiments du peuple », selon les termes utilisés par Hu Jintao, auprès d'une « population flottante » de migrants non prise en compte par le système de maillage – notamment par unités de travail – traditionnel. Il s'agit pour le Parti de retisser un lien très relâché avec les populations les plus fragilisées, dont l'importance numérique est loin d'être négligeable, mais également les plus mouvantes dans tous les sens du terme, à la fois dans une volonté de renforcement du contrôle et de la stabilité mais également dans une tentative de prise en compte des sujets de mécontentement avant qu'ils ne débouchent sur des incidents violents ou des manifestations⁶³.

Cette volonté de renforcer les débats et la démocratie est également motivée par l'expérience de la chute de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS), qui constitue la toile de fond toujours présente des réflexions menées au sein du Parti sur sa transformation et ses capacités d'adaptation aux défis de l'ouverture et du développement. Selon certains analystes en effet, l'URSS a choisi la mauvaise voie de la démocratisation externe au Parti alors que selon Pékin la démocratie à l'intérieur du Parti communiste d'URSS n'était pas suffisante⁶⁴. Idéologiquement, la question de

⁶³ Entretiens, Pékin, octobre 2007.

⁶⁴ Pourtant selon Mikhaïl Titarenko, ancien ambassadeur d'URSS en Chine et directeur de l'Institut d'études extrême-orientales, les débats au sein du Parti communiste sous Mikhaïl Gorbatchev étaient extrêmement intenses et les positions

l'URSS et de sa disparition est essentielle pour les dirigeants chinois. En effet, en dépit des apparences, le fait que la RPC soit aujourd'hui la dernière démocratie populaire « qui porte la bannière du socialisme » lui confère, aux yeux des dirigeants chinois, une mission historique. Ils considèrent qu'ils auront accompli la mission historique de préserver le communisme au moins dans un seul pays et ainsi créé un nouveau modèle si le Parti communiste chinois réussit la transition et perpétue, en le relégitimant, son maintien au pouvoir.

Les débats théoriques sur la démocratie à l'intérieur du Parti représentent donc également le moyen pour Pékin de résoudre l'équation idéologique quasi impossible du développement et de l'ouverture et du maintien d'un régime d'inspiration « marxiste-léniniste ». Comme le proclament les statuts du PCC dans leur préambule : « l'idéal suprême et le but final du Parti résident dans l'établissement du communisme⁶⁵ ». Dans son rapport, Hu Jintao incite le PCC à procéder à des innovations théoriques et à réfléchir à la définition du socialisme afin de « maintenir et enrichir » la théorie marxiste. Être le seul gardien du temple de la théorie marxiste léniniste depuis l'effondrement du « grand frère » soviétique est loin d'être négligeable pour les dirigeants chinois, qui considèrent que la réussite économique doit être au service non seulement du renouveau de la Chine mais aussi du renouveau de la théorie marxiste-léniniste.

Dans le rapport de Hu Jintao et les nouveaux statuts du Parti, de même que dans l'ensemble des commentaires qui ont suivi, l'accent est donc mis sur la « libération de la pensée », « l'esprit de réforme et d'initiative » et l'écoute de la base au sein du Parti. Mais si cet appel peut être interprété comme un encouragement au débat démocratique au sein du Parti, il réveille également auprès des plus anciens, ou de ceux qui connaissent l'histoire du Parti, le souvenir plus inquiétant de la campagne de répression antidroitière au cours de laquelle Mao Zedong, après avoir lancé le mouvement des Cent fleurs de libération de la pensée et des critiques, se livra à une répression massive de ceux qui s'étaient exprimés trop librement.

Mais le renforcement de la démocratie au sein du Parti est aujourd'hui perçu comme le seul moyen d'accommoder l'ensemble des intérêts complexes, au niveau central comme au niveau provincial, qui composent la société chinoise. Le pouvoir aujourd'hui ne passe plus obligatoirement par le centre, géographique ou

très tranchées entre les « libéraux » et les tenants d'une reprise en main plus énergique. Entretien avec l'auteur, Pékin, octobre 2007.

⁶⁵ Statuts du Parti communiste chinois, 25 octobre 2007 ; ceci même si la perspective de l'accomplissement du communisme est reportée « au-delà d'une centaine d'années »... Il ne faut pas oublier non plus que les dirigeants de la génération de Hu Jintao ont été formés en pleine querelle idéologique sino-soviétique. Pour eux, le triomphe aujourd'hui, sur le plan théorique, du « socialisme aux couleurs de la Chine » n'est pas anodin.

politique, mais doit au contraire reconnaître le poids des intérêts locaux.

Les nouvelles procédures « démocratiques » qui ont présidé à l'organisation du XVII^e congrès ont été longuement détaillées dans la presse. La nomination des nouveaux membres du Comité central et des 127 membres de la Commission d'inspection de la discipline s'est faite sur « recommandation démocratique » du Bureau politique, après qu'un groupe de travail eut élaboré une liste de candidats acceptables⁶⁶. On insiste sur le renforcement du processus de « démocratisation » inauguré au XIII^e congrès puisqu'en 2007, le nombre de candidats présentés à l'élection a été supérieur de 8,3 % au total des mandats à pourvoir au Comité central et de 8,7 % à la Commission d'inspection de la discipline. En 2002, ce chiffre n'avait été que de 5 %.

Le processus de sélection des candidats s'est prolongé sur plus d'un an à la suite de plus de 60 « enquêtes » portant sur 43 000 cadres « recommandés » par les organisations locales. Au mois de juin 2006, un groupe de travail a étudié ces candidatures « selon les critères de l'intégrité politique, des résultats de leur travail sur les questions essentielles et de leur attitude politique notamment en ce qui concerne la mise en œuvre du point de vue du développement scientifique ». Le comité de sélection s'est également appuyé sur l'organisation de sondages d'opinion, qui introduit l'élément de modernité – et les limites – de la « démocratie des sondages » dénoncée dans les sociétés occidentales. Ces sondages sont présentés comme un renforcement de la démocratie par une meilleure prise en compte du point de vue de la population.

Un processus du même type aurait été mis en place pour la désignation « compétitive » des 25 membres du Bureau politique. Après la sélection de 200 candidats de rang de ministre en fonction de leur âge, de leur « réputation », des résultats des sondages et des « recommandations au sommet », un électorat composé de 400 membres du Comité central et de « cadres significatifs » a procédé le 5 juin 2007 à un « vote de recommandation ». Le Comité permanent du BP s'est mis d'accord après délibération sur une liste finale le 27 septembre, et cette liste a été entérinée avant le Congrès, le 8 octobre. En revanche, rien n'est dit du processus d'institutionnalisation de la sélection des neuf membres du Comité permanent du bureau politique et des membres de la Commission militaire centrale, qui constituent le véritable cœur du pouvoir⁶⁷.

Quelques semaines après la clôture du Congrès, le Conseil des affaires de l'État a publié un nouveau *Livre blanc* intitulé *Le système des partis politiques en Chine*. Le *Livre blanc*, tout en appelant à une revitalisation du rôle des partis « alliés » en Chine,

⁶⁶ *Xinhua.net*, 14-10-2007.

⁶⁷ *Renmin ribao*, 25-10-2007.

fixe les limites étroites du débat sur la démocratisation dont l'objectif est bien d'aboutir à un nouveau consensus, une sorte de pacte social renouvelé par la consultation, et non à une division de la société – source d'instabilité selon le pouvoir⁶⁸.

De même, au sein du Parti, le principe du centralisme démocratique est rappelé avec force et, en dépit de certaines attentes, la reconnaissance officielle de l'existence de factions au sein du PCC est totalement rejetée comme portant atteinte à l'unité du Parti. La crainte d'un éclatement du Parti, d'une lutte de clans institutionnalisée s'appuyant sur des couches de la population et pouvant aboutir à « l'anarchie », semble en effet constituer une inquiétude persistante au sein de la direction et des cadres du Parti⁶⁹.

⁶⁸ Ambassadeur Cheng Tao, vice-président, Chinese People's Institute of Foreign Affairs.

⁶⁹ Entretiens, Pékin, 2007.

Le travail idéologique

Le XVII^e congrès a donc entériné le principe d'un plan de réformes politiques destinées à assurer à long terme la survie du Parti tout en réaffirmant les limites qui ne peuvent être dépassées. Au niveau des principes, les statuts du Parti rappellent la validité des « principes fondamentaux », de la lutte contre l'esprit libéral bourgeois, de la voie socialiste, de la dictature démocratique populaire, de la direction du parti communiste, du marxisme-léninisme et de la pensée Mao Zedong. L'introduction du « point de vue du développement scientifique » s'ajoute aux trois éléments que sont « la pensée Mao Zedong, la théorie de Deng Xiaoping et la théorie importante des trois représentations⁷⁰ ».

Plusieurs éléments pendant et autour du Congrès donnent à penser que la reprise en main idéologique constitue bien l'autre versant de la mise en place de la démocratie « au sein du Parti ». Cette reprise en main idéologique se manifeste également sous la forme d'un retour à un certain « style révolutionnaire » d'inspiration maoïste, critique voilée du style de travail des directions précédentes. Ainsi, alors que le nouvel opéra de Pékin, dessiné par Jean Nouvel et voulu par Jiang Zemin, était inauguré à la veille de l'ouverture du Congrès, c'est *Le détachement féminin rouge* – opéra maoïste révolutionnaire qui faisait partie des sept « opéras officiels » définis par Jiang Qing pendant la révolution culturelle – qui a été choisi, et non une œuvre « bourgeoise » d'origine ou d'inspiration occidentale.

Dans les statuts du Parti, le rôle de la critique et de l'autocritique pour les cadres est rappelé. Enfin, le Congrès a été suivi du lancement d'une véritable campagne politique « d'étude du point de vue du développement scientifique » qui ne s'éloigne en rien du processus traditionnel de mobilisation des masses. Les cadres sont sommés de mettre en œuvre les directives du CCPCC « ayant à sa tête Hu Jintao », de continuer à « libérer la pensée », de poursuivre la réforme et l'ouverture tout en mettant en œuvre les principes du « socialisme aux couleurs de la Chine⁷¹ ».

La nécessité d'approfondir le travail de propagande « pour améliorer l'attractivité de l'idéologie socialiste, renforcer le rôle

⁷⁰ Il est à noter que la hiérarchie des apports est respectée par l'absence de référence aux auteurs des contributions pour la théorie des trois représentations (Jiang Zemin) et celle du développement scientifique (Hu Jintao).

⁷¹ *Renmin ribao*, 27-10-2007.

dirigeant du marxisme, renforcer l'esprit patriotique de la population et résister efficacement aux influences erronées et aux idées décadentes » est soulignée.

Cette offensive à des conséquences concrètes en ce qui concerne notamment la libéralisation du réseau Internet. Dans son rapport, Hu Jintao demande la mise en place d'un « bon cyber-environnement » qui favorise la promotion du patriotisme, du collectivisme et de l'idéologie socialiste, qui contribue à la promotion des valeurs familiales et de la moralité individuelle.

Au niveau institutionnel, dans le Parti, le processus de démocratisation est contrebalancé par le rappel de l'intangibilité du principe de centralisme démocratique « dont le miracle économique chinois démontre la validité », seul moyen de garantir l'unité au sein du Parti et la stabilité au-delà⁷². En ce qui concerne l'expression des mécontentements, on prône l'amélioration du système des pétitions, sorte de cahiers de doléances présentés aux autorités, en introduisant un système de pétitions par Internet qui aurait par ailleurs le mérite de limiter les déplacements parfois massifs de population, sources de troubles dans les capitales provinciales ou à Pékin⁷³.

Les travaux du Congrès soulignent également la nécessité d'améliorer les mécanismes de gestion des crises, y compris sociales, afin d'éviter tout débordement. Enfin, la sécurité « idéologique » continue de constituer l'élément premier de la sécurité nationale, assimilée au contrôle des activités « séparatistes, des infiltrations et des activités subversives ». Selon les termes du rapport de Hu Jintao, l'expression de la démocratie doit se faire d'une manière « ordonnée », dans les limites définies par le Parti lui-même, qui espère ainsi maîtriser le rythme des réformes et de l'ouverture politique.

Mais aux côtés du « développement scientifique » aux accents socialistes et des nombreuses références au marxisme, on trouve également, sous-jacent, un fondement plus traditionnel que l'on pourrait qualifier de « national-confucianisme ». C'est à ce courant que se rattache sans doute le concept traditionnel de « société harmonieuse » (*he shehui*) de même que celui de *xiangkang shehui*, traduit par « société modérément développée », mais qui qualifiait une période précise de l'Empire de Chine, celle des Han antérieurs (-206 av. J.-C. – 25 ap. J.-C.) qui, après la « période des royaumes combattants » puis les quelques années brutales du règne du premier empereur Qin Shi Huangdi, a été définie comme « apaisée et prospère ».

Le recours aux concepts confucianistes traditionnels tels que celui d'harmonie (*he*) ou de compassion (*ren*), qualifiés par le

⁷² *Shanghai Ribao*, 3-10-2007.

⁷³ Selon les chiffres diffusés en Chine, le nombre des pétitions (*xin fang*) s'élèvent à 12 millions par an, traitées dans une proportion de 2 pour 1000.

conseiller d'État Tang Jiaxuan de « principales valeurs traditionnelles de la Chine » a par ailleurs le mérite d'éveiller dans « le peuple », tout particulièrement à la campagne, des échos anciens de réponses traditionnelles à des malheurs tout aussi traditionnels, au premier rang desquels la corruption et l'impuissance face aux élites. Dans son rapport, Hu Jintao appelle également à la sélection de « parangons de vertu » qui pourraient devenir des modèles pour la société. On retrouve là encore une référence au respect des vertus confucéennes dont les héros, dans la Chine ancienne, étaient érigés en modèles et récompensés par la construction de pailous honorifiques. Mais en réintroduisant ainsi la continuité historique, le pouvoir prend également le risque d'entériner l'assimilation entre le régime actuel et les régimes faillibles du passé⁷⁴.

Enfin, les accents nationalistes sont également très présents dans les appels au « grand renouveau de la nation chinoise » entamé par le parti communiste dès sa création en 1921, qui émaillent le discours de Hu Jintao et qui ont été repris par différents commentateurs s'exprimant sur la politique étrangère de la Chine.⁷⁵

⁷⁴ Allen T. Cheng, « Hu Invokes Confucius to appease Masses », *Bloomberg.com*, 12-10-2007.

⁷⁵ Un numéro ultérieur d'« Asie Visions » sera consacré aux aspects plus spécifiques de défense et de politique extérieure de la Chine au lendemain du XVII^e congrès du PCC.

Conclusion

Le XVII^e congrès, derrière une forme surannée et des rites en apparence figés, a donc posé un certain nombre de questions qui témoignent d'une remarquable lucidité quant aux dysfonctionnements du système. Des pistes, au niveau économique, politique et idéologique ont été ouvertes, ce qui ne sera pas sans conséquences sur les choix de développement et d'ouverture de la Chine au cours des prochaines années.

La question de la mise en œuvre, à tous les échelons du Parti et du territoire, de ces décisions est cependant très loin d'être tranchée. La question de l'autorité du secrétaire général, Hu Jintao, et de l'exercice du pouvoir au sommet du Parti est également posée. L'absence de choix clair quant à la succession n'est pas véritablement significative ; elle peut témoigner aussi bien d'une faiblesse de Hu Jintao, incapable d'imposer ses choix à des pairs qui refusent sa toute puissance et sa possible intransigeance idéologique, que d'une volonté, en ne tranchant pas, de conserver la main en évitant l'émergence trop rapide d'un concurrent dangereux.

Le secret qui continue de caractériser l'exercice du pouvoir ne permet pas de véritablement trancher, même si l'on peut sans prendre de risque avancer l'hypothèse d'une direction véritablement collégiale qui sait ou doit intégrer la notion de consensus dans l'exercice du pouvoir. Les commentaires publiés à l'issue du Congrès soulignent la complémentarité « harmonieuse » entre les quatre nouveaux membres du CPBP. On rappelle que Xi Jinping, au Fujian, a favorisé les échanges avec Taiwan, que Li Keqiang a su intégrer « le marxisme, les théories économiques occidentales et les caractéristiques chinoises des réformes », que He Guoqiang est « ferme contre la corruption et a mis en place une ligne directe pour dénoncer les cas de corruption » et enfin que Zhou Yongkang, ministre de la Sécurité et commissaire politique de la PAP, a su lutter contre la corruption dans la police. Plus qu'un héritier, on a donc là l'émergence d'une direction multicéphale où chacun se voit attribuer un rôle au moins symbolique, destiné à démontrer que les principaux sujets de préoccupation de la population sont pris en compte, dans un phénomène de *casting* qui ne va d'ailleurs pas sans rappeler certaines démocraties occidentales.⁷⁶

⁷⁶ *Xinhuanet.com*, 22-10-2007

L'aspect positif de cette évolution est qu'un système de contrôle informel et d'équilibre peut éviter l'irruption de crises graves au sommet ou des prises de décision dangereuses, notamment en matière de politique étrangère. À l'inverse, la difficulté du régime chinois à gérer les crises, internes ou externes, pourrait être aggravée. De même les décisions les plus nécessaires en matière de développement économique et d'intégration sur la scène mondiale pourraient aussi se voir indéfiniment repoussées. Ceci d'autant plus que, comme le soulignent nombre d'analystes chinois, les mesures sociales présentées comme vitales pour la survie du Parti provoquent la résistance de certains groupes d'intérêts qui estiment qu'il est encore trop tôt pour que la Chine envisage une distribution plus égale des richesses sociales⁷⁷.

À la veille des Jeux olympiques qui constituent la grande priorité des autorités chinoises aujourd'hui, le XVII^e congrès a donc constitué un effort majeur de stabilisation économique et politique. Mais il ouvre à nouveau, autour de la thématique de la démocratisation au sein du Parti, le débat brutalement interrompu en 1989 sur les réformes politiques. Seul l'avenir pourra nous dire dans quelle mesure les stratégies dévoilées à cette occasion s'avéreront suffisamment efficaces pour assurer la stabilité à long terme du système.

⁷⁷ Entretiens avec l'auteur, Pékin, octobre 2007.